



# Soutenir la Syrie et la région

Londres 2016

Déclaration conjointe des organisations  
de la société civile<sup>1</sup>

© Caritas Internationalis  
/ Matthieu Alexandre

A la veille du cinquième anniversaire du conflit syrien, la situation des populations civiles est catastrophique. L'intensité des violences en Syrie est telle que, depuis 2011, en moyenne 50 familles ont été contraintes de fuir leurs maisons chaque heure de chaque jour. Le nombre de Syriens déplacés à l'intérieur de leur propre pays est désormais estimé à 6,6 millions.

Les parties au conflit continuent de violer les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et le droit international humanitaire en attaquant de manière délibérée des personnes et infrastructures civiles, y compris des maisons, des marchés, des écoles et des hôpitaux, en bombardant de manière indiscriminée des zones densément peuplées, en bloquant les approvisionnements vitaux de nourriture, d'eau et d'énergie dans les zones urbaines assiégées, et en perturbant l'accès de 4,5 millions de personnes à l'aide humanitaire et aux services de première nécessité.

La perte par un grand nombre de civils de leurs documents officiels et pièces d'identité limite considérablement leur liberté de mouvement à l'intérieur du territoire syrien, et les empêche d'atteindre des endroits sûrs, d'accéder à l'aide humanitaire, et enfin de demander l'asile. En l'absence d'une solution politique viable à ce conflit, les conditions de vie des populations vont continuer à se détériorer, et les efforts déployés par les 13,5 millions de Syriens dans le besoin d'une aide humanitaire d'urgence pour survivre seront d'autant plus importants.

Les appels lancés en 2015 pour répondre à la crise syrienne – une somme record de 8,4 milliards de dollars – ne sont financés qu'à hauteur de 60% en janvier 2016. En première ligne, les organisations de la société civile locales qui jouent un rôle crucial dans la réponse humanitaire bataillent pour obtenir des fonds. Pour environ 4,6 millions de Syriens réfugiés dans les pays voisins, l'espace d'asile mais aussi l'accès à une protection et aux services de base tels que la santé, l'éducation et les moyens de subsistance, sont de plus en plus restreints, notamment pour les femmes et les enfants qui ont des besoins spécifiques.

Les réfugiés sont confrontés à de nombreux défis : les opportunités d'obtenir un permis de séjour, d'être enregistré et de trouver un emploi dans les pays voisins sont de plus en plus restreintes. Les taux de pauvreté atteignent des niveaux sans précédent, ayant un impact négatif sur la résilience de ces populations. Par ailleurs, les voies légales et sûres pour atteindre l'Europe et d'autres destinations sont trop limitées. Un nombre croissant de réfugiés épuisent leurs réserves financières et sombrent dans l'endettement, et s'exposent ainsi à des risques d'exploitation abusive. Cette situation conduit également des parents à envoyer leurs enfants au travail. Par désespoir, des femmes et des jeunes filles se tournent vers la prostitution ou les mariages précoces pour survivre. Au péril de leur vie, des hommes, des femmes et des enfants retournent en Syrie, ou tentent de rejoindre l'Europe ou des pays tiers.

La conférence des donateurs pour la Syrie qui aura lieu à Londres représente une opportunité majeure de sécuriser un volume important de financements pour répondre aux besoins immédiats et de long-terme des personnes touchées par la crise syrienne, et de maintenir la pression sur toutes les parties au conflit en faveur de la protection des civils et du respect du droit international humanitaire. Il est par ailleurs essentiel de souligner que les investissements nécessaires en termes d'aide

<sup>1</sup> Organisations de la Société Civile (OSC) font référence dans ce contexte aux ONG nationales et internationales, ONG syriennes et la Croix-Rouge britannique.

humanitaire n'exonèrent en aucun cas les pays situés hors de la région de réinstaller des réfugiés syriens. La conférence devrait également mettre en avant le rôle-clé de la société civile syrienne, y compris les organisations de défense des droits des femmes, dans la réponse au conflit et les efforts de réhabilitation.

Par conséquent, nous appelons les participants à la conférence des donateurs pour la Syrie et la communauté internationale dans son ensemble à :

1. Condamner immédiatement et sans condition toutes les attaques indiscriminées menées à l'encontre des populations et infrastructures civiles, et à faire pression sur les parties au conflit afin qu'elles respectent le droit international humanitaire (DIH)
2. Condamner le recours aux sièges par toutes les parties et demander un accès humanitaire permanent et sans entrave, en conformité avec les résolutions 2139, 2165, 2191, 2258 du Conseil de Sécurité des Nations unies et le DIH
3. S'engager à fournir des financements humanitaires substantiels et pluriannuels afin de garantir que l'appel humanitaire des Nations unies ainsi que d'autres besoins de financement pour la Syrie en 2016 soient pourvus, y compris à travers un soutien accru aux OSC nationales
4. S'engager à fournir des financements substantiels et durables pour soutenir la création d'emplois et d'opportunités économiques pour améliorer les moyens de subsistance des réfugiés et des communautés-hôtes, en collaborant étroitement avec les pays d'accueil afin d'éliminer les inégalités économiques et sociales, et en s'assurant de la levée des restrictions sur l'emploi pour les réfugiés
5. Améliorer la protection des réfugiés syriens, y compris en élargissant les possibilités d'entrée dans les pays de la région et au-delà, en augmentant le nombre de places de réinstallation pour les réfugiés (au moins 10% de la population totale des réfugiés) et en garantissant que les réfugiés seront en mesure de régulariser leur situation en termes de permis de séjour et d'enregistrement
6. Financer pleinement le Plan régional pour les réfugiés et la résilience 2016-2017 des Nations unies (3RP) et augmenter le soutien aux organisations de défense des droits des femmes et aux services dédiés à l'enfance
7. Garantir que tous les enfants et les jeunes touchés par le conflit soient scolarisés d'ici la fin de l'année scolaire 2016/17, y compris en augmentant le financement pour les systèmes d'éducation formels et les services d'éducation non-formels en Syrie et dans les pays d'accueil, et en faisant pression sur les parties au conflit pour qu'elles cessent d'attaquer ou d'occuper les infrastructures scolaires
8. Redoubler d'efforts pour bâtir un processus de paix inclusif et appuyé par une participation effective d'hommes et de femmes issus de la société civile syrienne

En outre, les participants à la conférence devraient publiquement et formellement s'engager en faveur d'un plan de réhabilitation et de reconstruction ambitieux et sur le long terme pour les réfugiés syriens et leurs pays d'accueil dans la région. Un tel plan devrait inclure une hausse significative des promesses de financements pluriannuels et de développement, la mise en place de partenariats intersectoriels entre gouvernements, société civile, et secteur privé (pouvant stimuler une croissance économique au sein des communautés-hôtes), la levée des barrières juridiques et politiques empêchant les réfugiés d'obtenir un permis de séjour, d'avoir accès à des opportunités économiques et aux services de base légaux, ainsi que des investissements dans les systèmes formels et informels d'éducation afin que tous les enfants et les jeunes puissent bénéficier d'un enseignement de qualité en toute sécurité.

Les pays de la région et au-delà devraient garantir l'accès des réfugiés à des procédures équitables et efficaces afin de déterminer leur éligibilité à une protection internationale où qu'elle soit sollicitée, et s'engager à élargir les possibilités d'entrée sur leur territoire pour les Syriens, y compris à travers une augmentation significative de la réinstallation de réfugiés syriens, un recours plus important au visa humanitaire et aux programmes d'évacuation humanitaire et médicale, une application plus flexible des procédures de regroupement familial, et des programmes de parrainage privés. Traiter

rapidement les dossiers des réfugiés dans le cadre de regroupements familiaux peut éviter que davantage de personnes entreprennent une dangereuse traversée en mer vers l'Europe.

En raison des dangers spécifiques auxquels les femmes et les filles sont exposées en Syrie, et les difficultés que les réfugiées syriennes rencontrent dans les pays voisins, les bailleurs devraient garantir que les secteurs relatifs à la protection du Plan de réponse humanitaire pour la Syrie (HRP) et du Plan régional pour les réfugiés et la résilience 2016-2017 (3RP) soient pleinement financés et priorités, en s'assurant que les financements pour la résilience bénéficient également aux réfugiés et qu'un soutien accru soit accordé aux organisations locales de femmes.

Enfin, les hommes et les femmes de la société civile syrienne doivent être au cœur des discussions de la conférence. Après une spirale de violence de cinq ans, 2016 doit être une année au cours de laquelle les Syriens obtiennent la protection et retrouvent la dignité qu'ils demandent depuis longtemps mais qui ne leur ont toujours pas été accordées. En l'absence d'une réelle démonstration par la communauté internationale de sa capacité à écouter et à répondre à leurs demandes, la crise continuera d'échapper à tout contrôle, et aura des effets dévastateurs pour la région et au-delà.

### Signataires :

